Des innovations en perspective pour in-comune.ch

Le site web du projet «in comune» devient encore plus attractif: davantage de projets de la Romandie et du Tessin seront publiés sur la plateforme, et le blog propose régulièrement des contributions de spécialistes sur le thème de la participation.

Depuis son ouverture à la mi-février 2017, la page web in-comune.ch permet d'obtenir un aperçu des méthodes applicables dans le cadre d'un processus participatif ainsi que divers projets participatifs dans les communes. A ce stade, ce sont 20 méthodes participatives et 26 projets qui ont été publiés sur la page web bilingue (allemand et français). Trois sont des projets à vocation nationale, 18 sont issus de Suisse alémanique et cinq de Suisse romande. Les thèmes traités englobent toute une palette de sujets touchant les communes: la participation politique des jeunes, l'intégration, l'aménagement du territoire, l'environnement et les énergies renouvelables, la culture ou encore le mélange des générations.

Des spécialistes qui partagent leur savoir

En octobre 2017, un blog est venu compléter l'offre. L'objectif est de proposer des articles d'experts ayant une expérience dans le domaine de la participation et qui souhaitent présenter une méthode, décrire un de leur projet ou donner leur avis sur un aspect des processus participatifs. Ainsi, Esther Räber, spécialiste en communication de la ville de Saint-Gall, nous donne un exemple de la façon dont on peut motiver la population à participer à l'aménagement d'un territoire, alors que Philippe Carrard, urbaniste communal de La Chaux-de-Fonds, nous explique que les processus participatifs ne sont pas toujours source de succès.

Recherche avec un nouveau filtre

Une année après sa mise en ligne, in-comune.ch tire un premier bilan positif. La page web, jusqu'à présent proposée en allemand et français, sera également disponible en italien au cours de l'année 2018. Le but est de couvrir l'ensemble des régions linguistiques de la Suisse et d' être ainsi accessible à un plus large éventail d'intéressés. Aussi, cela vise à motiver les communes italophones à présenter leurs projets, leur donner la possibilité de s'inspirer par les projets de «good practice» de leurs voisins ainsi que de développer de nouveaux projets. A présent, la banque de données regroupe une majorité de projets de Suisse alémanique. Ainsi, un autre objectif pour 2018 est d'y ajouter des projets de Suisse italienne, augmenter le nombre de projets romands et de continuer sur la même voie avec les projets germanophones. Finalement, un filtre sera ajouté afin de pouvoir affiner sa recherche à la région linguistique dans laquelle le projet a pris forme.

Anna Panzeri et Florène Zufferey
Responsables de projet «in comune»

Informations:
www.in-comune.ch

Suivez-nous sur Facebook:
incomuneSGV

Partager votre expérience sur le blog d'«in comune»!

Vous avez fait une étude sur la participation? Vous êtes actifs dans ce domaine et avez une expérience à partager? N'hésitez pas à nous contacter pour contribuer au blog d'«in comune».

Contact:
www.in-comune.ch/in-comune-fr/kontakt/
Tél. 031 380 70 00

Projet fiscal 17: l'ACS soutient les paramètres du Conseil fédéral

Lors d'une réunion en présence du conseiller fédéral Ueli Maurer, la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances (CDF) et des représentants de l'Association des Communes Suisses, de l'Union des villes suisses et de la Conférence des directrices et directeurs des finances des villes ont débattu des paramètres que le Conseil fédéral entend faire figurer dans le message sur le projet fiscal 17 (PF17). Les réformes de l'imposition des entreprises menées à bien dans de nombreux pays et la liste grise de l'UE montrent que la Suisse doit engager au plus vite des mesures pour préserver ses recettes fiscales et ses emplois. La CDF et les représentants des associations de communes saluent la rapidité d'action du Conseil fédéral et se félicitent de la décision du Conseil fédéral de revenir sur sa position initiale et de relever à 21,2% la part cantonale à l'impôt fédéral direct. La CDF et les représentants des associations de communes adhèrent en accord avec le Conseil fédéral à un paquet global équilibré, qui prévoit un contrefinancement nécessaire et s'oriente étroitement en direction du projet mis en consultation. Ils attendent du Conseil fédéral qu'il accorde au PF17 sans réserve une priorité sur les autres réformes fiscales et escomptent que les Chambres fédérales adoptent le PF17 lors de la session d'automne 2018 en tant que paquet global équilibré. *réd*